

elle renfermait l'expression d'opinion solennelle du parti tout entier représenté, je crois, à cette convention par tous les messieurs qui forment maintenant l'Administration libérale, et tous se trouvaient liés par cette résolution.

Je passe maintenant aux opinions individuelles, aux promesses directes faites par les membres du gouvernement sur ce même sujet, et je vais en citer quelques-unes.

Le premier ministre, sir Wilfrid Laurier, parlant à Toronto le 23 août 1894, prononçait les paroles suivantes :—

Est-ce que les dépenses ont diminué ? Non ; elle ont augmenté. Elles ont augmenté de deux, trois, cinq, dix millions et plus, et elles sont aujourd'hui de trente-huit trillions ; et les conservateurs ne reculent pas, mais ils avalent tout. Si nous arrivons au pouvoir, nous suivrons l'exemple de M. Mackenzie, et quoique nous ne soyons pas capables de diminuer les dépenses et de les ramener au chiffre auquel elles étaient alors, nous pouvons cependant les réduire de deux, même de trois millions de piastres par année. (Applaudissements).

Je cite ces discours pour montrer que ce n'est pas seulement dans un endroit, non pas seulement une opinion échappée par mégarde à l'honorable ministre, mais que c'est bien là une promesse formelle qu'il a répétée dans presque tous ses discours, et qu'il faisait au nom de son parti. Le même ministre, sir Wilfrid Laurier, parlant à Brantford, la même année, s'exprimait comme suit :—

Vous imaginez-vous qu'il y ait aucune justification pour cette augmentation extraordinaire des dépenses ? Les conservateurs nous disent qu'elles sont justifiées. La population a augmenté, déclarent-ils. Oh oui ! Elle a augmenté de 9 pour cent, mais la dépense, elle, s'est accrue de cent pour cent. Il ne peut pas y avoir aucune justification pour de telles dépenses faites, (l'accroissement de la dette) en grande partie comme on vous l'a dit, pour des fins frauduleuses, politiquement parlant. De plus, les conservateurs nous disent que si nous étions au pouvoir, nous ne pourrions pas diminuer les dépenses et économiser. Mais je ne crois pas que ce sera là une tâche très difficile. (Ecoutez, écoutez). Il ne sera pas très difficile d'économiser un, deux ou trois millions.—M. Mills a même déclaré à ses électeurs, il y a quelques jours, qu'il serait possible de diminuer les dépenses de quatre millions par année.

Sir Richard Cartwright a prononcé un discours à une date beaucoup plus récente, en février 1896, devant la Chambre des Communes, à l'occasion du dépôt des prévisions budgétaires fait par le parti conservateur. Voici ce qu'il a dit dans cette circonstance-là, dans l'autre Chambre :—

Je dis que c'est une infamie et une honte pour le gouvernement auquel a été confiée l'administration de nos affaires, de venir nous demander l'autorisation de dépenser \$35,300,000 par année pour des fins fédé-

rales. Monsieur le Président, la chose est absolument injustifiable.

Si je ne me trompe pas, sir Richard Cartwright est l'un des membres les plus importants de l'Administration qui a déposé ces prévisions budgétaires immensément accrues, y compris les subventions aux chemins de fer et celles accordées à la voie ferrée du Défilé du Nid de Corbeau, etc., s'élevant à plus de cinquante millions de piastres, lesquelles se seraient montées à près de soixante millions, si elles n'avaient pas atteint ce chiffre, si la Chambre n'avait pas rogné le budget dans l'affaire du chemin de fer du comté de Drummond. Puis, un autre membre de ce gouvernement, sir Louis Davies, fit en février 1896, les remarques suivantes devant la Chambre des Communes :—

Or, quelle est la politique du parti libéral ? La résumant en peu de mots, c'est de diminuer les dépenses du pays au plus bas chiffre possible compatible avec un service efficace. Vous nous dites que cela n'est pas possible. Eh bien, nous avons de ce côté-ci, passé des heures et des heures à discuter les détails, et à faire voir comment la chose est praticable. En réponse à des défis lancés par la droite, des députés de la gauche ont pris la peine d'énumérer les ministères du service dans lesquels des économies peuvent être faites et ces branches de l'administration publique sont connues.

Il est bien malheureux que ces messieurs aient perdu le résultat de toutes ces recherches lorsqu'ils sont entrés dans le gouvernement. D'une manière inexplicable ils ont perdu tous leurs mémoires et le secret qu'ils possédaient si bien lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Il continue ainsi :—

Nous sommes prêts à aller devant le pays avec cette déclaration, que nous nous engageons à tenir, que des réductions considérables peuvent être faites dans les dépenses du pays, sans nuire à l'administration efficace de ses affaires.

Or, l'année dernière, lorsque le gouvernement libéral déposa, à la session de septembre, ses prévisions budgétaires, il fut critiqué parce qu'il demandait une somme plus considérable que celle des années précédentes, au lieu de remplir ses promesses d'économie. Le ministre des Finances et sir Louis Davies crurent devoir s'expliquer. Sir Louis Davies parla dans la Chambre des Communes à une date aussi récente que septembre dernier, et ses explications furent en substance comme suit :

Les prévisions budgétaires que nous avons apportées maintenant ne sont pas nos propres prévisions. Elles nous ont été préparées par le gouvernement qui nous a précédés ; nous n'avons pas eu le temps d'entrer dans les détails de